

Mercredi 18 décembre 18 H

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS



MARCHE SOLIDAIRE

PLACE DE JAUDE

CLERMONT-FERRAND

A l'appel des organisations départementales : AFPS, CIMADE, CGT Educ, Collectif Citoyen, FI, FSU, LDH (sections Clermont, Issoire, Billom), NPA, Osez le féminisme, PG, PCF, RESF, SAJE, Solidaires, SurvieDécolonisons, UD-CGT, UNEF

Nous, Collectifs de Sans-Papiers et MigrantEs, Syndicats, Associations, Collectifs de solidarité, États Généraux des Migrations, Marche des Solidarités appelons à des manifestations et rassemblements le 18 décembre, journée internationale des migrantEs.

Nous marcherons toutes et tous ensemble pour affirmer avec encore plus de vigueur : « Egaux, Egales, personne n'est illégal ».

Nous marcherons pour la ratification par la France de la « convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille » adoptée par l'ONU le 18 décembre 1990 et qui vise à garantir l'égalité de traitement entre travailleurs et travailleuses françaisEs et immigréEs.

Nous marcherons pour stopper la montée des nationalismes, le développement du fascisme et de toutes les formes de racisme.

Nous marcherons en mémoire des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes mortEs sur les routes de la migration, victimes des frontières et des politiques meurtrières des gouvernements des pays les plus riches de la planète et de leurs complices.

Nous marcherons pour la liberté de circulation, pour la fin du système de Dublin, l'abandon de la Directive retour et la fermeture des centres de rétention.

Nous marcherons contre l'idée fausse que l'immigration crée du dumping social, pour la régularisation des sans-papiers et pour l'égalité des droits de toutes et tous.

Nous marcherons pour soutenir et amplifier les grèves et luttes des Sans-Papiers pour obtenir leur régularisation et la justice sociale.

A l'heure où le gouvernement annonce des mesures sans précédent : immigration « choisie », privation - pour les demandeurs d'asile - d'accès à la protection maladie pendant les trois premiers mois après le dépôt de leur demande, durcissement des conditions d'accès à l'Aide Médicale d'État (AME), nous marcherons pour affirmer que l'égalité ne se discute pas, elle doit être mise en œuvre, maintenant.

C'est la précarisation générale et la remise en cause des acquis sociaux par les politiques répressives et d'austérité menées par les gouvernements successifs, spécialement celui d'Emmanuel Macron, qui exacerbent les discours de haine, accroissent la pauvreté et le repli sur soi dans la population.

C'est en luttant ensemble que nous pourrons nous battre efficacement pour une société meilleure, solidaire et égalitaire.